

Bulletin d'histoire politique

La Révolution tranquille en paradigmes

Ivan Carel



Volume 12, Number 1, Fall 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060662ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060662ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carel, I. (2003). La Révolution tranquille en paradigmes. *Bulletin d'histoire politique*, 12(1), 201–210. <https://doi.org/10.7202/1060662ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La Révolution tranquille en paradigmes ¹

IVAN CAREL
Candidat au doctorat
Université du Québec à Montréal

Cet article se veut une invitation à un survol de la Révolution tranquille à travers quelques-unes de ses revues marquantes. Les revues *Cité Libre* et *Parti pris* ont été largement étudiées. La première est considérée comme le fer de lance d'une modernité que l'on se plaît à tenter de déceler dans les moindres replis de la société pré-révolutionnaire. La seconde reflète la gloire des jeunes intellectuels issus du baby-boom clôturant la Révolution tranquille. Il est pourtant d'autres revues d'importance au Québec qui ont eu une influence non négligeable sur le développement des idées. *Maintenant*, *Liberté*, *l'Action Nationale*, mais aussi les revues de gauche des années 1970, participent à l'élaboration et à la diffusion de courants de pensée qui font état respectivement, et selon les époques, de différents paradigmes identifiables à travers elles.

La période ici visée s'étale de la fin des années 1950 jusqu'à l'accession du Parti québécois au pouvoir en 1976. La fin des années 1950, car cette période voit la naissance de débats majeurs sur l'avenir de la société québécoise entre une vision jugée progressiste, notamment incarnée par *Cité libre*, et une autre plutôt conservatrice, véhiculant des valeurs traditionnelles, de *Laurentie* au Centre d'information nationale de Robert Rumilly. La limite de 1976 a été choisie dans la mesure où elle signe la cristallisation des débats politiques de l'heure entre le pragmatisme politique du Parti Québécois et le marxisme-léninisme d'une partie des intellectuels. Si les revues ont été choisies comme source principale, c'est en raison de leur importance quantitative autant que qualitative dans le milieu intellectuel de la période. C'est un espace privilégié de débat, de construction de discours et d'affrontement des idées, une place publique incontournable dans une société qui se pose alors beaucoup de questions. Le postulat méthodologique principal de ce travail, que je développe dans le cadre de ma thèse de doctorat, consiste à affirmer qu'à travers ces revues transparaissent quatre grands paradigmes.

Le terme paradigme, traditionnellement rattaché à la linguistique, est utilisé depuis quelques années dans diverses disciplines². Il désigne un

ensemble de représentations qu'un groupe donné adopte par consensus, autour de certaines valeurs, de certaines vérités, afin de répondre aux questions qu'il se pose. En élaborant ou discutant des idéologies ou des projets de société, les intellectuels des revues étudiées, qu'ils en soient conscients ou non, participent à l'élaboration du paradigme ambiant en le consolidant. Le paradigme touche ainsi l'ensemble des réflexions sur la société, insuffle à ces réflexions un sens particulier, en un mot conditionne la pensée. Il arrive par contre qu'une série d'événements, un nouveau contexte, de nouvelles questions, permettent de voir les limites du paradigme en vigueur, ce dernier ne pouvant plus répondre aux nouvelles attentes. On assiste alors à l'élaboration d'un nouveau paradigme, au détriment de l'ancien, alors jugé dépassé. L'utilisation de ce concept pourra permettre de mettre en valeur les différents courants ayant traversé la société québécoise. Et je pose comme postulat méthodologique que les revues que j'ai choisi d'étudier sont elles-mêmes des exemples, des modèles à travers lesquelles on peut lire les caractéristiques des paradigmes en même temps qu'elles contribuent à leur formation.

Les revues choisies sont analysées en fonction d'objets d'adhésion aux paradigmes en vigueur. Ainsi, les questionnements des collaborateurs des revues se concentrent sur la vision du Québec comme société globale, c'est-à-dire la définition identitaire du Québec; la nature des rapports de force qui meuvent la société; l'histoire en tant que source de justification ou de distanciation, et enfin les projets politiques à mettre en œuvre. de ces analyses nous pouvons présenter la périodisation suivante: 1. le paradigme de la transition, qui va de la fin des années 1950 à approximativement 1962; 2. celui de la modernisation, qui prend place dans la première moitié des années soixante; 3. celui de la colonie, s'imposant dans la seconde moitié des années 1960; et enfin 4. l'autorité du marxisme, dans la première moitié des années 1970, conjointement avec la montée en puissance du pragmatisme politique.

LE PARADIGME DE LA TRANSITION

Bien que les années 1950 aient longtemps été perçues comme étant le paroxysme de la Grande noirceur duplessiste, elles furent le lieu de débats fervents sur l'avenir du Québec, prémisse en quelque sorte à une Révolution tranquille qui n'est pas le fruit d'une génération spontanée³. En effet, bien que les changements politiques et structurels ne se soient manifestés qu'à partir de 1960, les changements affleurent dès les années 1930⁴. Si la fin des années 1950 marque un tournant dans l'histoire intellectuelle québécoise, c'est parce que la contestation de groupes ou revues dites progressistes à l'égard du régime en place, de *Cité libre* au *Refus Global*, fait face à une opposition traditionaliste tout autant que nationaliste se questionnant sur

l'avenir de la société canadienne-française, qui est au fait des enjeux du débat.

La première revue, *Cité libre*, née en 1950, est celle d'un groupe de jeunes intellectuels qui veulent apporter à la société québécoise une agora de discussion afin d'ouvrir le Canada français au reste du monde. Car pour l'instant le Canada français tel qu'ils le définissent est emprisonné dans le carcan de la religion et des traditions, et cultive le désintéressement de la chose politique, ce qui ne profite qu'à une minorité dirigeante. Or, le système fédératif eût pu être bénéfique sans le braquage systématique de ces élites, au nom d'un nationalisme de clocher. Les rédacteurs de *Cité libre* vont donc proposer un nouveau projet de société, qui va avoir des échos dans divers mouvements dits alors progressistes de cette période. Ce projet se base sur une refonte des structures de l'État, refonte qui doit d'abord et avant tout être portée par une nouvelle élite, dont ils sont les représentants, eux qui sont tenus à l'écart des postes décisionnels. Par ailleurs, le personnalisme de la revue française *Esprit* a eu une grande importance dans la construction intellectuelle de ces jeunes gens⁵, et va les pousser à adopter un modèle social au sein duquel l'État doit intervenir à la place de l'Église pour tout ce qui ne concerne pas directement la foi, et laissant une grande place aux syndicats.

Face à *Cité libre* se dresse un mouvement néo-nationaliste, essentiellement de droite. La revue *Laurentie* notamment, va elle aussi miser sur la nécessité de forger de nouvelles élites qui permettront la mise sur pied d'un Québec fort, défendant les valeurs canadiennes françaises traditionnelles. Les intellectuels nationalistes de la fin des années 1950 refusent à la fois le capitalisme outrancier, qui est la manifestation la plus flagrante de la culture anglo-saxonne, ainsi qu'un quelconque interventionnisme de l'État dans les domaines du privé, de l'éducation à l'aide aux plus pauvres. Sous ces négations, le projet de ces intellectuels se base sur le respect de la propriété privée, le maintien du rôle social de l'Église, mais passe aussi, et c'est ce en quoi on peut le désigner comme étant néo-nationaliste, par la valorisation de l'État comme levier économique, comme outil de défense de l'identité, du « vouloir-vivre collectif », jusqu'à l'indépendance s'il le faut⁶. Le nationalisme traditionnel étant perçu comme suspect, ils n'hésitent pas à le reformuler afin de s'adapter aux changements de mentalité qui s'opèrent au tournant de la décennie. Les revues nationalistes de droite qui émergent entre les années 1957-1959 occupent donc tout un espace de discussion laissé vacant par *Cité libre*, à savoir la nation, tout en se plaçant sur le même terrain que la revue de Trudeau et Pelletier, le terrain du politique, de la construction de projets de société, et non plus principalement le terrain du culturel comme ce fut longtemps le cas dans les revues nationalistes.

Malgré les profondes divergences qui existent entre les deux points de vue qui vont marquer cette période, nous les avons placés dans le même paradigme, celui de la transition. D'une part, la place de la religion et le rôle de l'État, tout en étant débattus, sont considérés comme les grandes questions de l'heure. D'autre part, les deux revues se rapprochent sur un thème qui leur est cher : le nécessaire renouvellement des structures et des élites afin de faire face aux méandres de la modernité. La distinction entre le social et le national, qu'André Laurendeau voyait surgir dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, est ici nettement opérée, et ces deux courants vont être la source des mouvements politiques et des revues de la décennie qui va suivre.

LE PARADIGME DE LA MODERNISATION

Avec la mort de Duplessis s'ouvre la boîte de Pandore de laquelle vont s'échapper toutes les discussions sur l'avenir du Québec. De sorte que l'engagement des intellectuels devient nécessaire sur des aspects plus précis des structures économiques, politiques et culturelles.

La revue *Maintenant*, publiée en 1962 par les Dominicains, est révélatrice de la profondeur des changements, touchant jusqu'à ce clergé que l'on a souvent décrit comme immuablement prisonnier de ses dogmes et de son influence séculière. Or « l'Église, comme tous, doit prendre parti »⁷ car l'heure est à l'action, et non plus à la neutralité. On y trouve la promotion de l'intervention étatique dans les champs économiques et sociaux, ainsi qu'une certaine laïcisation de la société. L'État, pour les rédacteurs, est le levier, l'outil nécessaire que doit se donner le Québec pour assurer sa prospérité et le développement de sa culture et de sa spécificité. *Maintenant* développe dès le début des positions libérales en terme de vie familiale et de morale sexuelle, ainsi qu'en ce qui a trait au politique, ce qui lui vaudra l'opprobre du haut clergé, souvent plus conservateur. Elle axe sa réflexion, dès le départ, sur le thème d'une Église renouvelée, tant au Québec que dans le monde, puisant nombre de ses analyses du Concile Vatican II. Prônant une décléricalisation relative de la vie québécoise, les intellectuels de *Maintenant* soutiennent la politique culturelle et éducationnelle du gouvernement Lesage, en appuyant en particulier la création du ministère de l'Éducation.

Pour asseoir la faisabilité du projet indépendantiste et promouvoir la social-démocratie, la revue fait appel à des universitaires et à leur capital symbolique de crédibilité. Experts politicologues ou économistes qui, avec force tableaux et analyses, démontrent la crise du fédéralisme, qui doit avoir pour solution l'indépendance du Québec. Indépendance et socialisme sont des termes qui sont souvent commentés dans les revues des années 1963-1970; *Maintenant* n'échappe pas à la règle, et on y parle même régulièrement

de révolution, tout en se gardant d'en faire le même usage que la cadette *Parti pris*. 1967 est, du point de vue politique, une date charnière : la visite de De Gaulle, les États Généraux, l'ouverture accentuée du Québec sur le monde mais aussi et surtout la montée en puissance de l'indépendantisme font en sorte que la revue se lance dans la promotion ouverte de l'indépendance politique, ce qui était moins évident dans les premières années. Sur ce point, *Maintenant* rejoint la vieille revue nationaliste *L'Action nationale*. Bien que *L'Action nationale* ait fait preuve d'un certain conservatisme dans les années 1950, elle développe au cours de la décennie suivante, sous l'égide de François-Albert Angers, une mutation qui l'amènera à l'organisation des États Généraux de 1967 ainsi qu'à l'adoption de l'option indépendantiste. La revue tend progressivement à accepter les mutations sociales et les bouleversements religieux, voire même à encourager les percées nationalistes du gouvernement Lesage. Dans *L'Action nationale* comme dans *Maintenant*, le virage de la modernité de l'État est accepté, ce sont les modalités concrètes de son application qui y sont discutées.

La revue *Liberté*, quant à elle, presque uniquement composée de littéraires, développe des arguments qui s'axent sur les aspects culturels de l'indépendance. *Liberté* fut fondée en 1959, mais il faut attendre 1961 pour voir la thématique de l'indépendance se dégager progressivement des articles de la revue. Ce sera ensuite un des sujets principaux défendus par les rédacteurs. Estimant que l'Homme tel que décrit dans *Cité libre* est complètement abstrait, désincarné et détaché de son contexte propre, les rédacteurs de *Liberté* se proposent avant toute chose de voir à l'étude de cette société, dans sa culture et ses contradictions. La revue va progressivement mettre l'accent sur la nécessité pour les Québécois de se libérer de tous leurs complexes tant matériels que psychologiques qui les empêchent d'accéder pleinement à la société des Hommes. *Liberté* devient ainsi la première revue à insister sur l'importance des différents facteurs culturels, mais aussi politiques et économiques dans la construction identitaire de chaque homme et femme. Cette valorisation de l'individu contredit les visions plus globales d'un nationalisme traditionnel, et préfigure la psychologie sociale telle qu'élaborée dans les pages de *Parti pris*.

En somme, ce courant du nationalisme québécois, bien que moins étudié que celui représenté par *Cité libre* et celui de la jeunesse fougueuse de *Parti pris*, est néanmoins important dans l'évolution des idées au Québec. Son influence sur les hommes politiques comme René Lévesque est indéniable⁸. Autant les discussions des années 1950 avaient pour objet la lutte pour la démocratisation de la société civile, autant dans les années 1960 le débat porte davantage sur les moyens à prendre, et l'option qui s'impose à la quasi unanimité est une indépendance économique, laquelle découlerait d'une

indépendance politique plus ou moins étendue. Il est à noter que les intellectuels qui ont construit ce courant, les Jacques Grand'Maison, Guy Rocher ou encore Fernand Dumont se sont heurtés au paradigme qui va suivre, incarné par la génération des baby-boomers, au point de faire naître en eux une certaine désillusion de la Révolution tranquille que Léon Dion qualifiera de « révolution déroutée »⁹.

LE THÈME DE LA COLONIE: INDÉPENDANCE ET SOCIALISME

Dans son ouvrage sur les revues intellectuelles, Andrée Fortin affirmait, évoquant le milieu des années 1960 : « Désormais, il n'est plus nécessaire de plaider pour l'indépendance ; sa nécessité, comme celle du socialisme dont découle celle de l'engagement, fait consensus »¹⁰. Le thème de la colonie n'est pas nouveau au milieu des années 1960. Les revues néo-nationalistes de la fin des années 1950, avec l'apparition des nouveaux États africains notamment, vont commencer à utiliser cette nouvelle grille de lecture pour expliquer la situation québécoise. Que l'on pense à la Revue *Socialisme* de Raoul Roy par exemple. Cependant, la comparaison va être particulièrement mise de l'avant par la revue *Parti pris*. Cette dernière utilise tant la psychologie sociale que les apports réflexifs du marxisme pour prôner une révolution de décolonisation. Cette branche plus radicale du nationalisme va avoir un impact certain sur la jeunesse, et va aboutir à de multiples liens entre différents groupes sociaux, politiques et intellectuels. Ainsi, une branche du RIN, sous l'égide de Ferretti, va s'associer aux rédacteurs de *Parti pris*, pour aboutir à l'élaboration d'un discours de libération plus radical que ce que l'on pouvait lire dans les revues intellectuelles. Le Mouvement de Libération Populaire, en 1965, est un exemple de cette radicalisation d'une partie des intellectuels, soutenant ouvertement le FLQ dans le cadre d'une lutte se voulant populaire et d'inspiration marxiste. Les éditions *Parti pris* vont poursuivre cette volonté de conscientisation du peuple face à sa situation de colonisé, et l'ouvrage collectif *Les Québécois*, paru en 1967 doté d'une préface de Jacques Berque, en est un bon exemple¹¹.

Pour les jeunes intellectuels de *Parti pris*, tout comme pour ceux de *Liberté*, le point central de la réflexion repose sur la nécessité d'une libération de tous les « opiums du peuple » qui empêchent le développement tant individuel que collectif : la religion, le capitalisme, les mythes de la société de consommation. On assiste à partir de la fin des années 1960 à un essoufflement de la réflexion et des revues en général. Or la nécessité de l'action, prônée par *Cité libre* dès ses débuts, porte ses fruits dans le sens d'une impatience pour les jeunes intellectuels de s'engager sur le terrain de la révolution. La liberté d'expression à *Parti pris* n'est plus quelque chose que l'on défend coûte que

coûte, comme on a pu le faire dans d'autres revues avant elle : il faut respecter la ligne directrice, d'inspiration marxiste, car la revue est collective, et chaque article peut être considéré comme le point de vue de la revue en sa globalité. La fin de la revue vient en partie de sa difficulté à se positionner au sein du nouveau paradigme « rouge » de la fin des années 1960. Hésitant à pourfendre un nationalisme « petit-bourgeois » qui pourrait apporter l'indépendance, ne pouvant non plus contester la lutte des classes qui va à l'encontre du nationalisme, la revue va se diviser en deux groupes antagonistes annonçant le paradigme suivant. D'autres revues, comme *Révolution québécoise*, ou encore *Socialisme 64*, se sont également lancées dans l'aventure, mais se sont aussi heurtées à la dichotomie entre la dénonciation d'un nationalisme bourgeois et la nécessité de l'accession à l'indépendance.

Prônant à ses débuts le socialisme et l'indépendance, *Parti pris* a été le point central, durant sa brève existence, de ce courant, rassemblant sous sa bannière jusqu'en 1968 les jeunes désireux de pousser plus en avant la réflexion et l'action initiée par la Révolution tranquille. La fin des années 1960 voit cependant éclater les contradictions qui parcouraient le courant, au point d'aboutir à l'opposition entre le paradigme rouge et le pragmatisme politique.

LA RADICALISATION DES ANNÉES 1970

La fin des années 1960 signe la fin des compromis. La révolte de *Parti pris* a semé le discours marxiste dans les analyses; la libération sent de plus en plus la poudre. La période est celle de la contestation et de l'engagement militant, voire de la contre-culture; les discussions de la Révolution tranquille sont mises de côté, au profit d'une action toujours plus concrète. Cependant Octobre 1970 va bouleverser le militantisme pour cristalliser la réflexion autour de deux pôles: d'un côté le marxisme sous toutes les formes, du trotskisme au léninisme en passant par le maoïsme, et de l'autre le pragmatisme politique du nationalisme porté par le Parti québécois de René Lévesque.

Le premier groupe manifeste la radicalisation des intellectuels militants issus de *Parti pris* et du Mouvement de Libération populaire, dans le cadre d'une négation de l'approche consensuelle, jugée petite-bourgeoise. Déclarant la guerre au capitalisme, ce mouvement développe un discours, à travers des revues marxistes-léninistes comme *En lutte!*, de négation du fait national comme prioritaire au Québec¹². Il cherche également à favoriser l'unité des travailleurs canadiens et québécois face à l'ennemi qui n'est plus le système fédéral, mais la bourgeoisie capitaliste dans son ensemble, qu'elle soit étatsunienne, canadienne, ou québécoise. La Révolution, qui doit être

prioritaire sur l'indépendance, passe, pour les rédacteurs d'une revue comme *Socialisme québécois*, par la nécessité de la formation théorique du peuple, mais aussi d'une élite qui pourra orienter la révolution. Dénonçant le dogmatisme des groupes maoïstes, la revue *Chronique* va par contre axer sa réflexion sur la culture, tentant de se détacher de ce paradigme encombrant. Par les positions politiques et sociales qui le caractérisent, le courant marxiste se coupe du vaste projet politique de l'indépendance, qui prend forme dans le Parti québécois, cette indépendance étant perçue comme une illusion, un moyen de maintenir le système capitaliste. L'analyse coloniale et d'indépendance-socialisme de *Parti pris* a vécu, mais aussi l'affrontement clandestin du FLQ; le fameux couple Pierre Vallières-Charles Gagnon, emblématique de la révolte liée au FLQ, se sépare alors entre le premier, qui adhère au Parti québécois en sortant de sa clandestinité, et le second qui se lance dans l'aventure marxiste-léniniste avec *l'Équipe du journal* et *En lutte !*. Les syndicats aussi vont progressivement déployer tout un vocabulaire de lutte des classes en vue de la politisation de leurs membres, tout en continuant à appuyer le parti de René Lévesque. Les tensions sont alors très grandes dans les centrales, entre les membres ouvertement marxistes, qui vont également œuvrer dans des comités de propagande, au FRAP, à la clinique Saint-Jacques, et ceux qui sont favorables à l'indépendance.

En somme, la polarisation du débat entre d'un côté le social, de l'autre le national, est en quelque sorte la continuation exacerbée de ce que l'on avait vu dans les années 1950, au détriment des tentatives de fusion des deux points de vue qu'avait incarnée *Parti pris* avec son programme d'indépendance et socialisme. Le paradigme rouge a été un épisode qui, de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, a influencé tant les universitaires¹³ que les syndicalistes, mais en reléguant la question nationale, ces revues vont laisser libre cours au pragmatisme politique du Parti québécois, qui va en profiter pour les marginaliser et construire son propre projet de société en toute liberté.

CONCLUSION

Ces quatre paradigmes, ainsi brièvement évoqués, peuvent être cernés par différentes caractéristiques identifiables dans les revues évoquées. *Cité libre*, *Laurentie*, *Maintenant*, *Liberté*, *L'Action nationale*, *Parti pris*, *En Lutte !*, sont toutes des revues qui peuvent être considérées comme exemplaires des différentes périodes évoquées. Elles soulèvent les problèmes de l'heure en les analysant suivant leurs propres grilles de lecture de la société québécoise. En somme, on peut faire ainsi une rapide rétrospective du nationalisme québécois: de la transition moderniste des années 1950, période incertaine au

cours de laquelle on se pose des questions quant à l'avenir même de la nation canadienne-française, on passe à une période tranquillement révolutionnaire d'affirmation de l'État et de revendication identitaire. Puis vint la volonté de plus en plus marquée d'ancrer ces revendications dans le cadre d'une lutte d'émancipation globale qui va aboutir à l'éclatement entre les forces d'une gauche que l'on pourrait qualifier de dogmatique d'une part et d'autre part une volonté politique pragmatique d'accession à l'indépendance politique. Ce dernier courant, à la fois politique, intellectuel et social, issu en grande partie des projets sociaux-démocrates de *Maintenant*, va par ailleurs amalgamer les projets indépendantistes concomitants et marginaliser à court ou moyen terme les autres options.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cet article est tiré d'une conférence faite dans le cadre des rencontres mensuelles de la Société historique de Montréal au Musée Pointe à Callière le 7 décembre dernier : « Nouveaux regards sur notre histoire ». Il se veut le reflet du travail de l'auteur dans le cadre de son doctorat en histoire sous la direction de Robert Comeau, professeur au département d'histoire de l'UQAM, et de Jacques Beauchemin, professeur au département de sociologie de l'UQAM.

2. Le concept de paradigme dans son acception actuelle a été utilisé pour la première fois par l'historien des sciences et lui-même scientifique Thomas Kuhn dans *The structures of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, 172 p. On le retrouve depuis dans les domaines de la sociologie, du journalisme ou encore de la psychologie.

3. Essentiellement deux courants tendent à « réhabiliter » les années cinquante. Bourque, Duchastel et Beauchemin, se basant sur une analyse politique, dans *La société libérale duplessiste : 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p, et Pierre Trépanier, beaucoup plus axé sur les milieux intellectuels et nationalistes, qui tend à mettre en valeur une certaine pré-Révolution tranquille au sein des mouvements de droite de la période. Voir notamment ses articles dans les *Cahiers des Dix*.

4. « Les changements qui ont marqué la décennie 1960-1970 étaient en réalité l'aboutissement de tendances apparues dans les décennies précédentes. Les structures de la société québécoise, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, étaient déjà en mutation ; il manquait l'expression institutionnelle que fut la Révolution tranquille », Gérard Bouchard, « Sur les perspectives de la culture québécoise comme francophonie nord-américaine », dans P. Lanthier et G. Rousseau (dir.), *La culture inventée, les stratégies culturelles aux XIXe et XXe siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 322.

5. Au sujet de l'importance du personnalisme chez les pionniers de la Révolution tranquille, voir notamment le récent ouvrage de E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande Noirceur », l'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Montréal, Septentrion, 2002. L'ouvrage de Jacques Jourdain et Mélanie Mailhot,

Paroles d'un nègre blanc, consacré aux écrits de Pierre Vallières, insiste également sur le personnalisme à la base de l'engagement de celui qui, avant que de se lancer dans l'affrontement révolutionnaire, a fait ses premières armes dans *Cité libre*.

6. Sur *Laurentie*, on consultera avec intérêt le mémoire de maîtrise très documenté d'Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les Ultras de l'indépendantisme québécois, 1957-1962*, maîtrise d'histoire, Montréal, Université de Montréal, 1997, vi-219 p, sous la direction de Pierre Trépanier.

7. Andrée Fortin, *Passages de la modernité, les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 169.

8. L'extrait d'un éditorial de *Maintenant* datant de 1967 est placé en exergue de la deuxième partie de *Option Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1968, p. 43.

9. Léon Dion, *La révolution dérouterée, 1960-1976.*, Montréal, Boréal, 1998.

10. Andrée Fortin, *op. cit.*, p. 175.

11. Parti Pris, *Les Québécois*, Cahiers libres de Parti pris, no. 99-100, Paris, François Maspéro, 1967.

12. Sur la revue et le mouvement *En lutte!*, voir Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1998.

13. Pierre Milot, dans *Le paradigme rouge. L'avant-garde politico-littéraire des années 1970*, Montréal, Balzac, 1992, insiste sur la construction idéologique du marxisme de la décennie par les intellectuels.